Marché Grenelle XV
le 11/05/14

CHOISIR NOTRE EUROPE



« Je veux une Europe qui protège »

Guillaume Balas, candidat du Parti socialiste

« La relance économique passe par l'investissement européen »

Pervenche Berès, tête de liste

1000 milliards d'évasion fiscale en Europe par an !

STOP AU DUMPING SOCIAL !

PAR NOTRE VOTE IMPOSONS UNE NOUVELLE CROISSANCE



Investir dans des grands projets européens



ELECTIONS EUROPÉENNES
25 MAI 2014
ILE-DE-FRANCE ET FRANÇAIS DE L'ETRANGER

PS PRG



Le 25 mai, un seul jour, un seul tour, pour élire vos députés européens

www.choisirnotreeurope.fr



L'INTERVIEW PERVENCHE BERÈS

TÊTE DE LISTE DU PARTI SOCIALISTE POUR LA CIRCONSCRIPTION ÎLE-DE-FRANCE ET FRANÇAIS DE L'ETRANGER

BIO EXPRESS

Députée européenne, chargée du rapport sur les causes de la crise financière, économique et sociale, a été à l'origine, avec d'autres députés, de l'organisation Finance Watch qui milite en faveur d'un système financier au service de la société face aux lobbies défendant les intérêts privés des grands acteurs financiers.

« LA RELANCE ÉCONOMIQUE PASSE PAR L'INVESTISSEMENT EUROPÉEN »

On entend beaucoup parler de dette : avec quel argent financer les investissements créateurs d'emploi ?
La relance de l'activité économique et la création d'emplois de qualité passent par la relance de l'investissement au niveau européen. C'est pourquoi nous nous battons pour une révision du pacte de stabilité pour favoriser les investissements publics. Les 34 milliards que rapportera la taxe sur les transactions financières (TTF) et les euro-obligations financeront un plan de relance européen ciblé sur le soutien aux projets d'avenir et à la formation professionnelle continue.

Comment comptez-vous lutter contre les excès de la finance et l'évasion fiscale en Europe ?
Jean-Claude Juncker, candidat de la droite conservatrice à la présidence de la Commission européenne a, durant près de 20 ans, défendu, en tant que Premier ministre du Luxembourg, le maintien du secret bancaire. Sa défaite permettra de faire avancer la lutte contre l'évasion fiscale. Avec l'ensemble des forces progressistes européennes, nous mettrons fin à cette pratique en exigeant l'échange automatique d'informations fiscales au niveau européen et international.
Nous serons intraitables avec ceux qui détournent les lois fiscales pour échapper à l'impôt. La TTF devra également porter sur tous les outils de spéculation et pénalisera ainsi les opérations de pur boursicotage.

Comment protéger les travailleurs et les salariés en Europe et rendre meilleures leurs conditions de vie ?
Protéger les salariés en Europe, c'est lutter contre le dumping social, à travers la création d'une inspection du travail européenne. C'est préserver la qualité des emplois, grâce à la relance d'une stratégie européenne en faveur d'une meilleure santé et sécurité au travail. C'est, dans chaque Etat, instaurer un salaire minimum, pour garantir à tous une vie décente et mettre fin au scandale des travailleurs pauvres. C'est changer les Traités pour qu'enfin les droits sociaux priment sur les libertés du marché intérieur !

« Soyons intraitables avec ceux qui tentent d'échapper à l'impôt. »

IL L'A DIT...

« L'austérité en Europe est une erreur »

Martin Schulz, président du Parlement européen, candidat à la présidence de la Commission européenne



MARTIN SCHULZ : fermement opposé à la politique d'austérité menée par les conservateurs depuis de trop longues années, son engagement est fondé sur les ambitions claires qui l'ont toujours animé : la justice sociale, l'emploi, la lutte contre le changement climatique et la réforme des marchés financiers. Le 1er mars 2014, Martin Schulz a été élu par l'ensemble des partis socialistes et progressistes européens pour être leur candidat à la Présidence de la Commission européenne.

Refuser l'austérité

Les Européens ont besoin de croissance pas d'austérité. Le pacte de stabilité et ses critères rigides (un déficit en dessous de 3 % du PIB et une dette inférieure à 60 % du PIB) représentent aujourd'hui un horizon insurmontable pour bon nombre de pays de l'Union. Quand ils ne rajoutent pas des difficultés au drame, comme en Grèce.

Mieux investir pour mieux désendetter

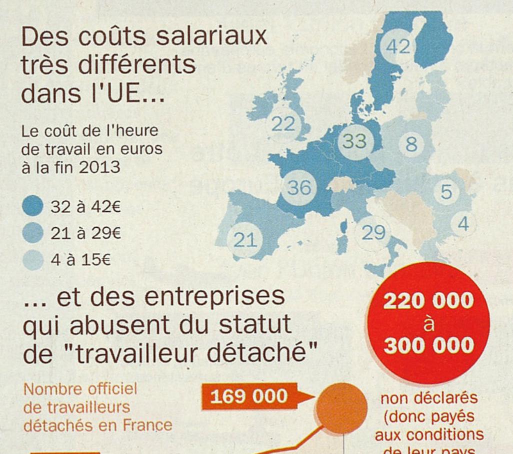
La réduction des déficits publics est un objectif mais cela ne peut constituer un horizon politique en soi. Surtout lorsqu'elle se fait au détriment d'investissements pour l'avenir sans lesquels il est illusoire d'espérer combattre le chômage, retrouver une croissance durable et engager un nouveau modèle de développement. La généralisation des politiques d'austérité dans des pays dont l'économie est déjà en récession, réduit le pouvoir d'achat et nourrit un cercle vicieux dépressif : les plans d'austérité aggravent partout la récession et l'endettement. L'aggravation de la récession appelle ensuite de nouveaux plans d'austérité.

Sortir les conservateurs pour sortir de la crise

La politique menée par les conservateurs depuis 2008 a prouvé son inefficacité à sortir l'Union européenne de la crise. Elle a démontré sa capacité à anéantir les peuples. Elle s'est, de plus, doublée de l'intrusion de la Troïka (Banque centrale européenne, Fonds monétaire international et Commission européenne) dans les politiques des Etats en dehors de tout cadre démocratique. Nous proposons une alternative susceptible de soutenir une croissance nouvelle, et donc des créations d'emplois. **Nous voulons un calendrier étendu, crédible et réaliste, de réduction des déficits publics pour continuer à soutenir financièrement les dépenses d'avenir indispensables au retour de la croissance en Europe.**

STOP AU DUMPING SOCIAL

L'UE compte 1,5 million de travailleurs détachés. Nous voulons harmoniser les droits sociaux vers le haut pour tous les travailleurs.



Nombre officiel de travailleurs détachés en France

169 000

7 495

2000

2012

non déclarés (donc payés aux conditions de leur pays d'origine) selon le ministère du travail

Le travailleur détaché est envoyé par son entreprise dans un autre pays de l'UE

Ses cotisations sociales sont celles de son pays d'origine

Ses conditions de salaire sont celles de son pays de séjour

Source : Sénat, Coe-Rexecode

Des sociétés malhonnêtes, opérant frauduleusement, ont détourné le statut des travailleurs détachés à des fins de concurrence déloyale et d'esclavage moderne. C'est l'action des socialistes qui permet de combattre le dumping social et l'exploitation des travailleurs détachés.

NOUS VOULONS

- **Coordonner les contrôles entre les États.**
- **Sanctionner les patrons-voyous et contraindre les entreprises à faire respecter le Code du travail par leurs sous-traitants.**

POSSIBLE OU PAS ?
Un SMIC européen

Le salaire minimum brut en Europe

En euros par mois (au 1er janvier 2013)

supérieur à 1000€ | de 500 à 1000€ | moins de 500€ | pays de l'UE sans salaire minimum

Allemagne Le salaire minimum sera de 8,50€ de l'heure soit 1 290€ à partir de 2015

Finlande
Suède
Danemark
Pays-Bas 1469
Irlande 1462
Roy.-Uni 1264
Belgique 1502
Luxembourg 1874
France 1430
Portugal 566
Espagne 753
Estonie 320
Lettonie 287
Lituanie 290
Pologne 393
Rép. tchèque 312
Slovaquie 338
Autriche
Hongrie 335
Roumanie 157
Slovénie 784
Croatie 372
Bulgarie 158
Italie
Grèce 684
Malte 697
Chypre

Source : Eurostat

Victoire de la gauche dans le cadre de la coalition : Angela Merkel a accepté l'instauration d'un salaire minimum. Il faut qu'il soit généralisé à l'ensemble des pays de l'UE : l'absence, ou l'insuffisance des salaires minimum met en concurrence les salariés, leurs entreprises et les États.

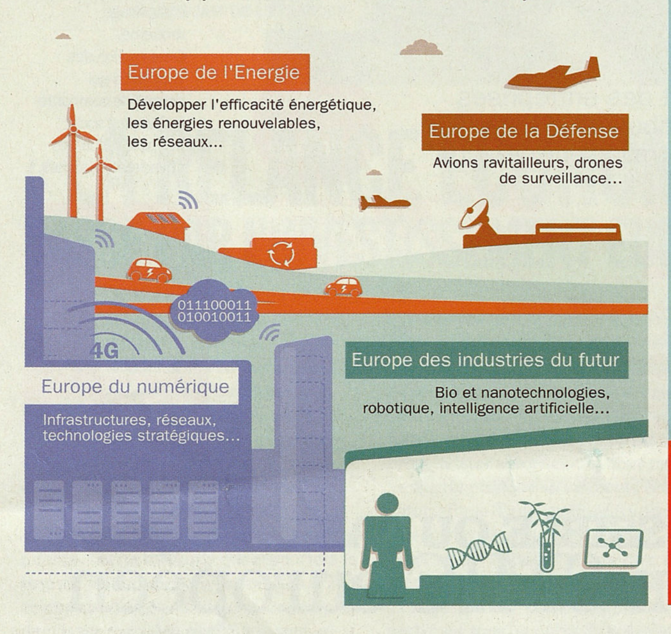
NOUS VOULONS

- **Imposer un salaire minimum européen décent dans chaque État de l'Union européenne.**

INVESTIR DANS DE GRANDS PROJETS INDUSTRIELS ET ÉNERGÉTIQUES

Pour relancer durablement la croissance, l'économie européenne doit investir dans des secteurs à haut potentiel en termes d'emplois et de développement durable.

4 grands projets pourraient être développés à l'échelle de l'Europe :



COOPÉRATION INDUSTRIELLE

De nouveaux champions européens

La situation des comptes publics réduit considérablement les marges de manœuvre des États. Pour faire la course en tête à l'international, l'économie européenne doit se distinguer par son excellence en matière d'innovation, de qualité de formation de sa main-d'œuvre et de collaboration.
Ce seront les gages de sa plus grande compétitivité face aux États-Unis, mais aussi aux pays émergents. L'Union européenne peut apporter une aide considérable aux Etats en concentrant son soutien aux territoires, à la recherche et aux PME dans des secteurs à forte valeur ajoutée en termes d'emplois et de retombées économiques.
Énergie et technologies vertes, chimie, santé, industrie pharmaceutique, défense, technologies de l'information et de la communication...
Autant de domaines d'excellence pour la France et les Européens.

NOUS VOULONS

- **Investir dans de grands projets industriels et énergétiques.**
- **Ne pas compter les investissements d'avenir dans le calcul du déficit des États.**

ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Défendre notre modèle

Associations, mutuelles et coopératives, fondations, entreprises sociales : 14,5 millions d'Européens travaillent dans le secteur de l'Économie sociale et solidaire, soit 6,5 % de la population active de l'UE. Synonymes d'emplois locaux, d'innovation sociale et technique, de gouvernance démocratique et de croissance durable, ces structures productrices de richesses jouent un rôle essentiel dans la protection des citoyens européens dans les secteurs des soins et de la santé mais aussi dans le développement économique des territoires. En France, elles représentent 2,33 millions de salariés et 222 800 établissements employeurs. L'Europe doit les soutenir financièrement et les protéger de la concurrence sauvage.

NOUS VOULONS

- **Développer l'Économie sociale et solidaire qui constitue un gisement d'emplois et d'innovations.**
- **Sécuriser les budgets consacrés à l'Economie sociale et solidaire et leur permettre de bénéficier du fonds social européen (FSE) pour 2014-2020.**

CROISSANCE ECONOMIQUE

Miser sur les PME

L'Union européenne compte plus de 20 millions de Petites et Moyennes Entreprises (PME). Elles constituent 95% du tissu économique en Europe, représentent un vivier majeur d'emplois en Europe et sont un moteur essentiel en termes de croissance économique et d'innovation. Privées de leurs débouchés commerciaux par les politiques d'austérité qui minent la consommation et l'investissement, elles peuvent difficilement emprunter car les banques, frileuses, ont rationné leur crédit. Ces obstacles contraignent les plus fragiles à mettre la clé sous la porte et empêchent les autres d'investir. L'Union européenne doit leur donner les moyens de se financer et les soutenir pour qu'elles puissent trouver de nouveaux débouchés, notamment à l'export.

NOUS VOULONS

- **Favoriser l'innovation, l'accès aux marchés de capitaux, et l'essor de PME.**
- **Améliorer l'accès aux contrats de marchés publics (17 % du PIB de l'Union européenne).**

LES BANQUES DOIVENT PAYER POUR LES BANQUES, PAS LES CONTRIBUABLES

Les représentants du Parlement et du Conseil européens se sont entendus sur un dispositif de gestion des faillites bancaires. Voté au Parlement le 14 avril dernier, l'accord sur l'Union bancaire est en train de naître. L'enjeu est de taille : contrôler les banques pour prévenir les risques de faillite, comme en 2008, et protéger les dépôts des épargnants. Et surtout, faire payer les plans de sauvetage des banques par les banques et non plus par les contribuables. Dès son arrivée à l'Elysée, François Hollande a convaincu Angela Merkel de créer un « fonds de résolution européen » de 55 milliards d'euros, destiné à renflouer une banque en cas de menace de faillite. La droite s'est opposée à toute réforme ambitieuse des banques relayant les diktats de la finance. Nous exigeons la séparation des activités spéculatives et une augmentation plus importante du capital des banques pour mieux protéger leurs clients.

Avant l'Union bancaire

Contrôlent (souvent mal)
États membres
Banques
BCE
Renflouent les banques avec l'argent des contribuables
Peut exceptionnellement renflouer les banques si l'État membre n'en a plus les moyens

Avec l'Union bancaire

Cèdent leur pouvoir de contrôle à la BCE
États membres
Banques
BCE
Cotisent
Contrôle les banques impartialement
Renfloue en cas de faillite
Fonds de résolution
55 milliards d'euros

NOUS VOULONS
- Parachever l'Union bancaire pour contrôler les banques.
- Séparer les activités des banques utiles à l'économie des activités spéculatives.
- Mettre en œuvre la régulation des salaires et des bonus des traders.

POSSIBLE OU PAS ?
UNE NOUVELLE POLITIQUE MONÉTAIRE

Le risque déflationniste nous guette : c'est un nouveau constat d'échec de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE). La faible hausse des prix pénalise la rentabilité des entreprises qui finissent par comprimer leurs coûts, et notamment baisser les salaires. C'est un cercle vicieux qui s'installe puisque la demande diminue ce qui pousse encore à la baisse des prix. D'autant que les banques continuent à ne pas vouloir prendre de risques et ne prêtent pas suffisamment d'argent aux entreprises. La BCE est maintenant sommée de mener une politique monétaire plus active qui soutienne la croissance et l'emploi et fasse baisser le cours de l'euro en injectant des liquidités dans le circuit bancaire. Ses marges de manœuvre sont considérables compte tenu du niveau faible de l'inflation, très en-deçà de la limite des 2 % fixée par les traités. Son mandat doit être élargi et l'Union européenne doit mettre en place un gouvernement économique pour qu'enfin la politique monétaire soit au service de l'économie réelle et de l'emploi.

La taxe sur les transactions financières



TAXER LA FINANCE

L'Europe a besoin d'argent pour financer une politique de croissance. Or, le budget européen ne représente que 1 % de la richesse produite en Europe. C'est très insuffisant pour tenir des objectifs de création d'emplois, d'innovation et de soutien à l'économie. Pourtant, 94 % des dépenses de l'UE sont des investissements qui dynamisent nos territoires ! L'Europe doit trouver des ressources ne dépendant plus des Etats, donc des contribuables. La taxe sur les transactions financières rapporterait 34 milliards. 11 pays, dont la France et l'Allemagne, sont d'accord pour la mettre en œuvre. Nous défendons aussi une taxe carbone aux frontières, qui pénaliserait les importations de produits ne répondant pas aux normes environnementales européennes.

NOUS VOULONS
- Instaurer maintenant la taxe sur les transactions financières.
- Doter l'Union européenne d'un budget pour l'investissement et la solidarité.
- Donner à l'UE la possibilité de développer les obligations européennes dédiées aux projets (projects bonds).

1 000 MILLIARDS D'EUROS PAR AN D'ÉVASION FISCALE

Mille milliards d'euros par an : c'est la somme phénoménale que représente la fraude fiscale en Europe d'après la Commission. Au total, 20 % du PIB de l'Union européenne échappe à l'impôt. Cette fraude à grande échelle est intolérable, inacceptable en temps de crise. Mille milliards représentent les dépenses annuelles de santé des pays et quatre fois ce qu'ils investissent dans l'éducation. Cette somme permettrait de réduire les dettes des États et de stimuler la croissance. Les pays doivent coopérer pour sanctionner les fraudeurs et mettre fin aux paradis fiscaux.



NOUS VOULONS

- **Intensifier la lutte contre l'évasion fiscale, établir une liste noire complète des paradis fiscaux.**
- **Obliger les grandes entreprises à mettre en place une comptabilité pays par pays, instaurer un système d'information automatique des dépôts des non-résidents.**
- **Abolir le secret bancaire et infliger des sanctions lourdes aux contrevenants: retrait des licences bancaires et interdiction d'accès aux marchés publics européens aux établissements présents dans les paradis fiscaux.**

Lobbies

Février 2012, des milliers de personnes dans le monde ont manifesté leur opposition à l'accord commercial anti-contrefaçon (ACTA) qui menaçait les libertés individuelles et l'accès aux médicaments génériques. Une mobilisation en soutien aux parlementaires progressistes qui défendaient le rejet du traité par le Parlement européen. Cette victoire est celle de la démocratie contre les lobbies. Les contre-pouvoirs ne peuvent être négligés et doivent être écoutés par la Commission européenne.

GOOGLE DOIT PAYER !

Certains géants industriels, et notamment ceux du numérique, Google, Amazon, Apple, Facebook ou Microsoft sont passés maîtres dans l'art de « l'optimisation fiscale ». Ils échappent ainsi à l'impôt dont ils doivent s'acquitter dans les pays où ils développent leurs activités. Google a réussi l'exploit, en 2011, de ne verser que 3,2 % d'impôts sur les bénéfices réalisés à l'étranger. Comment ? En s'établissant fictivement dans des Etats à faible taux d'imposition et en utilisant les accords internationaux destinés à éviter une double imposition pour ne pas payer d'impôts du tout ! Face à cette situation, les Etats, isolés devant la toute-puissance des multinationales, n'ont pas les moyens suffisants pour y mettre fin.

NOUS VOULONS

- **Exiger que les entreprises paient leurs impôts là où elles exercent leurs activités.**
- **Contraindre les géants du Web à financer la création et les investissements dans les réseaux numériques dont ils sont les premiers bénéficiaires.**

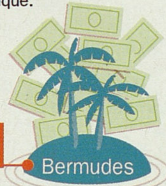
Optimisation fiscale, l'exemple Google

« Double irlandais et sandwich hollandais »
Système utilisé par Google, Apple, Facebook et Microsoft pour payer le minimum d'impôts sur les bénéfices.

Google US Inc
Google US concède ses droits de propriété intellectuelle pour payer moins d'impôts aux USA contre une redevance modique.

États-Unis

Google Ireland Holdings
Société dont le centre de management est aux Bermudes, et dont les bénéfices sont donc exemptés d'impôts



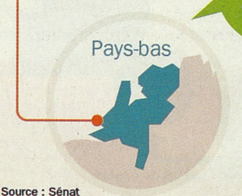
11 Mds de $
de chiffre d'affaires pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique

Google Ireland Limited
Filiale de Google Ireland Holdings, basée à Dublin où les impôts sont particulièrement bas

Google Netherlands
Holding basée aux Pays-Bas où les bénéfices peuvent être enregistrés en étant très peu imposés

5,4 Mds de $
= 99,8 % des bénéfices

Les redevances sur l'exploitation d'un droit de propriété intellectuelle sont exemptées d'impôt si elles sont transférées dans l'Union européenne.





Source : Sénat

LA NÉGOCIATION UE-ÉTATS-UNIS SE DÉROULERA SUR PLUSIEURS ANNÉES

Il n'y aucune raison de ne pas discuter avec les Américains si l'accord est avantageux pour les deux parties. S'il ne nous convient pas, il ne sera pas signé car il devra être approuvé par tous les États membres, le Parlement européen et les parlements nationaux.



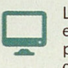
Les échanges commerciaux UE - États-Unis en 2013

288 milliards d'€

Des États-Unis vers l'Union européenne

De l'Union européenne vers les États-Unis

Sur demande des États membres, l'accord ne doit pas concerner...



Les **services audiovisuels,** exception culturelle, pour préserver la diversité culturelle et linguistique



Les **marchés publics de défense** pour protéger des intérêts essentiels de notre sécurité

et il doit préserver...

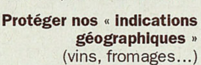


Un haut niveau de **protection de l'environnement, des travailleurs et des consommateurs**

La ligne rouge à ne pas franchir, ce que les socialistes exigent



Permettre un meilleur accès de nos entreprises aux contrats publics américains



Protéger nos « indications géographiques » (vins, fromages...)



Les socialistes seront vigilants sur

Les **secteurs sensibles** (agriculture...)

La protection des **données personnelles**

L'information **des citoyens**



Les mécanismes de règlement des conflits

JUSTE-ÉCHANGE

Une Europe ouverte, pas offerte

Nos entreprises doivent avoir accès aux grands marchés en expansion rapide d'Asie, d'Amérique et d'Afrique, tout en étant préservées d'une concurrence déloyale qui bafoue les normes internationales, sanitaires, environnementales et sociales. Les traités commerciaux internationaux conclus par l'UE doivent protéger l'accès à notre marché de 500 millions d'Européens, en imposant le respect de nos normes. **Nous défendons un juste-échange fondé sur les principes de réciprocité, d'équilibre et de respect de normes internationales. Nous sommes contre le libre-échange généralisé mais aussi contre le repli protectionniste.**

Pour un traité social européen

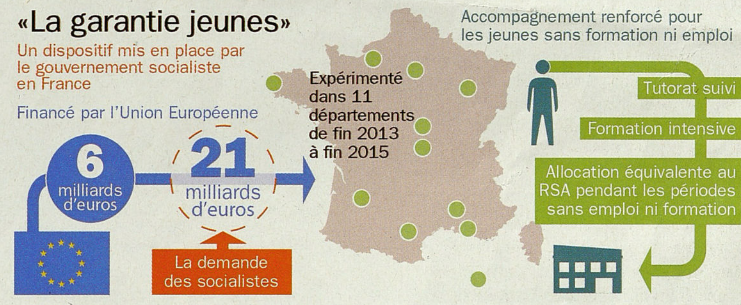
L'emploi et le pouvoir d'achat sont les préoccupations principales des Européens. Elles ne sont pas celles des conservateurs européens qui, aux commandes de l'Union, ne raisonnent qu'en termes de coupes budgétaires et de régression sociale.

La prochaine étape de la construction européenne doit être celle de la lutte contre le chômage et les inégalités, celle du retour vers une croissance durable. Nous voulons rééquilibrer la construction européenne par l'ajout d'un « traité social européen ». Il imposera le respect d'objectifs d'amélioration des conditions de vie et de travail, de qualité des emplois, de lutte contre les discriminations à l'embauche et dans les rémunérations, de dialogue social et de développement durable.

Ce traité garantira à tous les droits du travail, le niveau de protection sociale, le droit syndical et le principe de la clause la plus favorable aux salariés.

«GARANTIE JEUNES» EUROPÉENNE

UN JEUNE SUR QUATRE AU CHÔMAGE !



Génération sacrifiée », « ascenseur social en panne »... Quelle que soit l'expression, la situation est inacceptable : 5,5 millions de jeunes européens au chômage, soit un quart des moins de 25 ans. Sous l'impulsion de la France, nous avons obtenu de l'Europe la mise en place de la « garantie jeunes ». Plus de 6 milliards d'euros ont ainsi été débloqués pour que les jeunes se voient proposer un complément d'éducation ou de formation, un emploi, un contrat d'apprentissage ou un stage dans les quatre mois suivant leur sortie du système éducatif ou la perte de leur travail. Un début significatif mais pas suffisant. En France, le gouvernement teste la « garantie jeunes » dans 11 départements et soutient les programmes d'aide à l'emploi des jeunes : emplois d'avenir, contrats de génération, contrats aidés.

NOUS VOULONS

- **Augmenter le financement de la « garantie Jeunes » à 21 milliards d'euros, mieux encadrer les stages.**
- **Créer un fonds européen d'aide à la mobilité étudiante.**
- **Etendre Erasmus et Erasmus-Plus à toute la jeunesse, en formation générale ou professionnelle et aux jeunes en recherche d'emploi.**

marché Grenelle 11/05/14



L'INTERVIEW GUILLAUME BALAS

CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE POUR LA CIRCONSCRIPTION ÎLE-DE-FRANCE ET FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

L'ENJEU DU 25 MAI
Une majorité de gauche au Parlement européen, c'est possible ! Le 25 mai, un seul jour, un seul tour.

« JE VEUX UNE EUROPE QUI PROTÈGE TOUS SES CITOYENS »

BIO EXPRESS

Guillaume Balas est professeur d'histoire et investi politiquement en Lorraine puis en Ile-de-France. Il préside le groupe socialiste au Conseil régional d'Ile-de-France. Pour Guillaume Balas, le dérèglement climatique est une urgence absolue, d'autant que ses conséquences touchent avant tout les plus fragiles. Il veut agir à l'échelon européen, le plus pertinent pour mettre en œuvre la transition écologique.

© D.R. Parlement européen - © Fotolia

Qu'est-ce pour vous que l'idéal européen ?
Ma génération a été élevée dans l'idée d'une Europe protectrice après deux guerres mondiales dévastatrices. Je veux une Europe qui protège tous ses citoyens mais les risques ont changé. Crise économique, chômage de masse et spécialement des jeunes... : l'Europe que je veux, l'Europe que nous, socialistes, voulons, est un espace où les droits sociaux comptent plus que les intérêts des multinationales, et dans lequel ce sont les banques qui paient pour leurs erreurs, et pas les contribuables. Tout le contraire des politiques menées par les conservateurs depuis trop longtemps, qui ont fait de l'austérité une méthode.

En quoi consiste la nouvelle croissance que vous entendez mettre en place ?
Nous devons investir dans de grands projets dans les domaines de l'énergie, et particulièrement des énergies renouvelables, du numérique, de l'agro-alimentaire... Souhaiter la croissance en limitant les investissements est illusoire. L'austérité ne crée pas d'activité, pas plus qu'elle ne génère des emplois. L'Union européenne, forte de ses 500 millions d'habitants, doit être un espace d'excellence environnementale et technologique. Et, dans la mesure où ces investissements sont indispensables pour préparer l'avenir, nous nous battrons pour qu'ils ne soient pas pris en compte dans le calcul du déficit.

Le politique monétaire de la zone euro est-elle la bonne pour accompagner cette nouvelle croissance ?
Sûrement pas. Que l'on parle d'Euro trop fort, ou trop cher, il est clair désormais que la politique monétaire menée n'a pas pris les bonnes orientations. La Banque centrale européenne (BCE) a certes pour mission de limiter l'inflation mais aujourd'hui, c'est le risque déflationniste qui nous guette. Je souhaite que la BCE mène une politique expansionniste susceptible de soutenir l'activité des entreprises, en respectant l'objectif de 2 % d'inflation qui est le sien. Mario Draghi, président de la BCE, a fait des annonces dans ce sens : je souhaite qu'elles soient suivies d'effets.

Le top 6 de vos propositions pour réorienter l'Europe sur choisirnotreeurope.fr


1. L'IVG EST UN DROIT FONDAMENTAL


2. GOOGLE DOIT PAYER


3. STOP AU DUMPING SOCIAL


4. GARANTIE JEUNESSE


5. EGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES


6. REFUSER L'AUSTÉRITÉ

Le 25 mai, votons pour la liste « Choisir notre Europe » conduite par Pervence Bérès


1. Pervenche Berès


2. Guillaume Balas


3. Christine Revault d'Allonnes Bonnefoy


4. Jean-Michel Morer


5. Hella Kribi-Romdhane


6. Antoine Varoquié


7. Garance Yayer


8. Maurice Braud


9. Michèle Christophoul


10. Pierre Kanuty

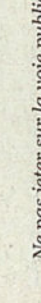

11. Corinne Bord


12. Nicolas Gaborit


13. Elisabeth Humbert-Dorfmüller


14. Aleksander Glogowski


15. Nadia Beaumel









CIRCONSCRIPTION ÎLE-DE-FRANCE ET FRANÇAIS DE L'ETRANGER